

**La France a intérêt à diviser par trois ses émissions de gaz carbonique  
même si elle est seule**

Pour éviter un réchauffement aux conséquences dramatiques (4 à 8°C, autant en deux cents ans que la sortie, en quelques millénaires, d'une époque glaciaire), le monde devrait diviser par deux ses émissions de gaz carbonique, les pays développés par quatre ou davantage pour laisser de la place aux pays qui se développent vigoureusement. Or, dans le monde, les quantités d'énergie fossile économiquement accessibles, surtout le charbon, sont tellement considérables qu'il faudrait en laisser sous terre au moins la moitié. Le problème n'est donc pas un risque de pénurie d'énergie fossile. Bien au contraire, il y en a trop ! Le prix mondial du pétrole, qui ne dépassera pas *durablement* le coût de production de carburant liquide à partir de charbon, et celui de l'énergie ne suffiront donc pas à contenir les émissions de gaz carbonique. Il faudra des décisions politiques, qui relèvent des Etats.

Phénomène mondial, décisions nationales – chacun attendant les autres, serait-ce l'impasse ?

Dans la ligne annoncée par le premier ministre, avec quelques spécialistes des ministères de l'économie, de l'agriculture et de l'équipement et d'organismes publics de recherche nous avons étudié un scénario où la France déciderait, seule, de beaucoup diminuer ses propres émissions de gaz carbonique. En croisant les ressources et les emplois de l'énergie, on s'aperçoit que c'est possible sans perturber notre genre de vie à condition de s'engager de suite dans un programme de longue durée. Et cela présenterait, indépendamment de l'effet de serre, quatre sortes d'avantages : l'autonomie énergétique, la création d'emplois non délocalisables, le renforcement de nos entreprises à l'exportation, une position très favorable dans le concert international.

Selon ce scénario, les circulations « douces » et le transport par fer se développent et les véhicules sont « bi-énergie », carburant pour la route et électricité pour la ville, ce qui permet de stabiliser la consommation tout en augmentant de 30 % les distances parcourues sur route. Quant au chauffage, l'isolation des bâtiments et les économies d'énergie seront encouragées par la pénétration progressive des récentes normes, le progrès d'efficacité des chaudières et une augmentation du prix de l'énergie. Il est alors possible de diviser par trois en trente ou quarante ans les émissions de gaz carbonique en utilisant les différentes formes d'énergie au mieux de leurs caractéristiques, en tirant le plus grand parti des abondantes ressources possibles en biomasse dans les forêts et sur les quelques millions d'hectares aujourd'hui dévolus à la grande exportation qui bientôt ne sera plus subventionnée par la communauté européenne, et en augmentant la production d'électricité nucléaire.

Pour que se réalise le scénario, le prix de l'énergie fossile serait porté à un niveau permettant, sans subvention ni dégrèvement fiscal, de payer la forme d'énergie dont le coût de production et d'utilisation est le plus élevé, sans doute ici le biocarburant. Le prix du carburant serait alors porté à 1,4 €/litre contre 1 €/litre il y a quelques mois. Est-ce beaucoup ? Sans doute si la hausse était brutale mais, sur trente ou quarante ans, par rapport aux prix du début 2004 cela ne ferait pas plus, chaque année, de 1 cme d'€ par litre : un ménage qui consomme 3 tonnes d'équivalent pétrole (moitié pour la voiture et moitié pour le chauffage) verrait ses dépenses annuelles d'énergie augmenter de 30 euros chaque année. Et cette hausse pourrait être atténuée par des économies d'énergies et par la diminution d'autres impôts, par exemple avec une augmentation de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux communes dont l'équipement et le plan d'urbanisme seront favorables aux économies d'énergie. Les entreprises exposées à la concurrence internationale devront, elles, recevoir leur énergie au prix mondial ou européen.

Comme le montre l'actualité, l'abondance des ressources en énergie fossile ne nous met pas à l'abri de graves crises car le contrôle de l'énergie et la manipulation des cours seront des armes puissantes aux mains de ceux qui maîtrisent aujourd'hui le gaz et le pétrole, demain le charbon. Nous serions moins sensibles aux chocs de prix et, à leur niveau actuel, nos stocks stratégiques dureraient trois fois plus longtemps, près d'un an, beaucoup plus même car nous pourrions continuer à fonctionner en nous passant presque totalement d'énergie fossile, avec la biomasse, l'électricité et le biocarburant.

Autre avantage, avec un tel programme les prochaines décennies, à l'image des « trente glorieuses » qui ont suivi la Libération, verraient un grand effort pour équiper le pays. Ce serait pour produire de l'énergie – biocarburant, biogaz, capteurs solaires, électricité nucléaire –, pour l'acheminer – réseaux de chaleur –, pour l'utiliser au mieux et pour l'économiser – bâtiment, infrastructures ferroviaires. Tous les secteurs d'activité y participeraient et il s'agirait d'emplois liés au sol donc, par nature, non délocalisables.

La France ne sera pas longtemps isolée. Ce temps d'avance pris par nos bureaux d'études, nos urbanistes et nos usines, ces réalisations qui seront autant de démonstrations, les entreprises françaises sauront en tirer bénéfice à l'exportation.

Quatrième avantage enfin, moins direct, plus hypothétique dira-t-on peut-être : le monde a toujours été marqué par la violence qui, toujours, se cherche une « bonne raison », la religion, le souvenir d'anciennes injures ou autre chose. Quel meilleur argument, après une sécheresse ou une inondation, un cyclone ou une famine, que les émissions de gaz à effet de serre, passées ou actuelles, dont sont « coupables » les pays développés ? Le pays qui aura beaucoup diminué ses émissions de gaz à effet de serre sera mieux placé qu'un autre pour tenter d'apaiser les conflits – avantage que l'on aurait tort de minimiser sachant que le Maghreb sera particulièrement touché par la hausse de température et la sécheresse.

Sans doute faudra-t-il des études complémentaires, mais cette esquisse semble montrer que, même sans effet sensible sur la concentration du gaz carbonique dans l'atmosphère, un « grand programme » de division par trois des émissions françaises de gaz carbonique présenterait des avantages sans doute supérieurs à son coût. L'augmentation du prix de l'énergie à la consommation passerait par un impôt sur les énergies fossiles qui pourrait être compensé par ailleurs et qui prendrait tout son sens dans un ensemble d'actions cohérent et durable dont la population verrait les enjeux, la progression et les résultats.

Alors d'autres pays de l'Union européenne ou d'ailleurs, s'ils ne l'ont déjà fait, s'engageraient aussi, de sorte qu'ensemble nous aurions un pouvoir d'entraînement qui, lui, aurait un effet sur le changement climatique.

*Ce scénario de division par trois est présenté à l'adresse <http://www.2100.org/PrevotEnergie/>*